Le document est écrit et signé par le Père Coindre.

L'an mil huit cent vingt-trois et le seize mars, nous, soussignés, avons reçu, par une lettre de M^{me} Saint-Ignace, la nomination de M^{me} André pour Mère supérieure provinciale des Sœurs du Cœur de Jésus et de Marie pour le diocèse de Lyon et celle de M^{me} Saint-Pierre pour Mère provinciale desdites Sœurs pour le diocèse du Puy, en foi de quoi nous avons signé le présent acte, même année et jour que ci-dessus.

Mère Saint-Bruno

Mère Stanislas

Mère Gonzague
Père Coindre, sup.

DOC. XIII

NORMES pour les élèves de la Providence, le 27 juin 1823. – Extrait de la copie conservée aux *A. G. Rome*, Reg. III.

Nous insérons ici un document qui nous montre la sollicitude de Mère Saint-Ignace pour la bonne marche de la *Providence* de Fourvière et pour l'ordre et la discipline au noviciat.

Il a été dit que la Servante de Dieu avait une prédilection pour les enfants pauvres qu'elle désirait préserver du danger moral des usines et dont elle voulait le meilleur bien (Doc. III, p. 28; IV, 2, p. 122; XVII, 5, p. 356). Son zèle à cet égard s'était intensifié à partir de 1823, et l'*Histoire* nous fournit des détails intéressants (Doc. XXVII, p. 573-580). Sans nul doute, la Fondatrice témoigne d'un grand intérêt pour les trois pensionnats qu'elle avait organisés, depuis la fin de 1823 pour la classe aisée à Fourvière, à Belleville et à Monistrol, mais sa prédilection allait aux pauvres et aux abandonnées.

Dans le procès-verbal du 27 juin 1823, que nous présentons ici, le Conseil était présidé par le Père Coindre. La Servante de Dieu n'est pas nommée, car les procès-verbaux ne désignent habituellement que la personne qui préside, cependant, nous ne doutons pas de la présence de la Servante de Dieu ; c'est elle qui présida les réunions antérieures et postérieures à celle du 27 juin, au cours desquelles le Père Coindre n'était pas intervenu. En une occasion, le 16 mars 1823, où la Servante de Dieu avait été absente, le procès-verbal fait constater qu'elle avait envoyé son vote par écrit.

Dans la réunion du 27 juin, le Conseil traite :

1° de quelques normes qui concernent la *Providence*. Comme celle-ci avait été fondée pour procurer le plus grand bien moral et matériel aux jeunes ouvrières, on décide que non seulement celles-ci demeureraient dans l'établissement jusqu'à l'âge de 21 ans, ce qui avait été établi comme norme générale, mais qu'elles pourraient continuer à demeurer dans la

maison pour un temps indéfini lorsque la conduite de ces jeunes filles donnait satisfaction. Voici le cas d'une certaine Geneviève Delorme native de Sourcieux (Rhône) ; sa mère, Marguerite Chollet, veuve, confia sa fille à la Servante de Dieu. Geneviève demeura à la *Providence* comme maîtresse d'atelier ; elle mourut le 20 juillet 1834, à l'âge de 27 ans. La Servante de Dieu prit soin de faire célébrer 15 messes pour le repos de son âme, comme en témoigne le livre de comptes : « 21 juillet, payé pour Geneviève, frais de décès 45,85 F ; 30 juillet, payé pour Geneviève 15 messes 18,75 F » (*A. G. Rome*).

Pour ce qui concerne celles qui quittent l'établissement, on établit que l'on continuerait à s'en occuper jusqu'au moment où elles auraient trouvé une situation qui assurerait leur sécurité morale.

2° On arrête quelques normes générales pour la bonne marche du noviciat ; on examine en particulier le cas d'admission des élèves de la *Providence*.

Ce procès-verbal appartient au Registre III qui présente quelques particularités, comme nous le disons dans le Doc. XVI, A, *intr.*, et Appendice, p. 289.

Séance du 27 juin 1823

Le Conseil a été présidé par M. Coindre, notre très honoré Père supérieur.

Lorsque les enfants de la *Providence* auront fini le temps de leur apprentissage et qu'elles ne seront pas à charge à la maison, on pourra, si l'on est contentes, les garder indéfiniment dans la maison. On ménagera toujours la sortie des élèves jusqu'à ce qu'on leur ait trouvé une place où elles puissent être en sûreté pour leur âme. En conséquence, la sortie de Vidaline, de Marie Goi, de Fanchette Besson, qui ont fini leur temps, est ajournée définitivement.

On ne recevra jamais des enfants de la *Providence* pour la première classe, surtout dans les maisons où elles auront été élevées.

Si l'on reçoit des enfants de la *Providence*, on ne les admettra à la première probation qu'après qu'elles auront fini leur temps.

On n'admettra personne aux exercices des prétendantes sans avoir fait passer les sujets à une première probation, qui durera trois semaines ou un mois, selon qu'on le jugera à propos.

Si une novice, depuis son entrée au noviciat, se négligeait soit dans ses études, soit dans le travail des mains ou dans la correction de ses défauts, sans cependant mériter d'être renvoyée, on pourra l'exclure des exercices du noviciat

pendant le temps qu'on le jugera convenable, et si, au bout de trois mois, elle ne méritait pas d'y être admise, elle serait renvoyée.

Marie André

DOC. XIV

APPROBATION DES STATUTS DE LA CONGRÉGATION par l'archevêque Jean-Paul-Gaston de Pins, administrateur apostolique de Lyon, datée du 18 juillet 1825.

À l'arrivée de Mgr de Pins à Lyon, le 18 février 1824, Mère Saint-Ignace, conjointement avec le Père Coindre, refait les démarches nécessaires pour l'obtention de l'approbation des Statuts de la Congrégation, ce que l'administrateur concède sans difficulté. Déjà, dès le 2 mars de la même année, il avait autorisé pour Fourvière les cérémonies de vêtue et de profession où nous trouvons la formule « selon la Règle de saint Augustin et les Constitutions de saint Ignace » ; ceci indique la direction suivie par les deux fondateurs.

Ces premiers Statuts ont disparu, mais on y fait allusion dans les procès-verbaux des séances du 15 août 1826 et du 10 octobre 1827, où l'on cite l'art. 2^e des élections ; du 23 juin 1829, où l'on se réfère à l'art. 12^e ; le 15 décembre 1831, à l'art. 17^e des Statuts, transcrits dans le Registre III (cf. Doc. XVI, A, p. 272-278).

En 1822, le Père Coindre rédige également des Statuts pour les Missionnaires du Sacré-Cœur du Puy (cf. Arch. gén. des Frères du Sacré-Cœur, Rome). Ces Statuts portent sept titres différents : le premier explique le but de la Congrégation ; les autres ont pour sujet les normes relatives à la fondation des maisons, au recensement des sujets, au gouvernement de l'Association, aux pouvoirs du généralat. Le septième traite des moyens de prévenir les abus dans la Congrégation et de ceux qui servent à la sanctification de tous ses membres ; le dernier paragraphe développe une idée que d'autres écrits du Père Coindre révèlent, et qui reflètent sans doute son esprit et celui de Marie Saint-Ignace : « Surtout l'étude et l'imitation du Sacré-Cœur de Notre-Seigneur Jésus-Christ, dans sa vie cachée et publique, le tout conformément au sommaire des Constitutions de saint Ignace dans tout ce qui n'y est point dérogé par les présents Statuts ». Cette pensée se trouvait certainement aussi dans les Statuts approuvés par Mgr de Pins.

Le Conseil archiépiscopal de Lyon, tenu le 13 juillet 1825, à la demande du Père Coindre, délibéra sur l'approbation sollicitée des Statuts de la Congrégation des Saints Coeurs de Jésus et de Marie (*infra*, 1), et le 25 du même mois, l'administrateur apostolique signe le décret de l'approbation (*infra*, 2). Sa tentative pour obtenir du roi la reconnaissance légale de la Congrégation est vaine ; la Servante de Dieu avait déjà connu le même échec en 1823 (*infra*, 3).